

QIAO YIDE

Vice-président et secrétaire général, Shanghai Development Research Foundation

Richard COOPER

Et maintenant, le dernier intervenant, M. Qiao Yide.

Qiao YIDE

Je suis le dernier orateur de cette table ronde. J'imagine que cela comporte quelques inconvénients, car de nombreuses questions ont déjà été abordées par les intervenants précédents. Je vais donc tâcher de transformer ces inconvénients en avantages, et voici ce que j'ai décidé à cet égard : en fonction de ce qui a déjà été dit, et en fonction de mes connaissances en la matière, je vais tenter de résumer quatre thèmes qui suscitent actuellement bien des inquiétudes au sein de la communauté internationale. Quelques questions se posent quant aux enjeux importants auxquels nous sommes confrontés.

Tout d'abord, en ce qui concerne la reprise de l'économie mondiale, il est évident, et tous s'accordent à le reconnaître à présent, l'économie est en cours de redressement. La question posée est la suivante : cette reprise peut-elle être durable ? Par ailleurs, la fameuse stagnation séculaire réintroduite par Larry Summers, existe-t-elle encore ? En outre, nous observons les signes d'un début de changement de la politique monétaire dans les pays développés. Cela s'effectue à des rythmes différents mais nous allons tous dans la même direction. Ce qui implique qu'il y a une sortie graduelle de l'assouplissement quantitatif. Quel est l'impact de cette sortie sur l'économie mondiale, notamment sur les pays en développement ? C'est le genre de questions que suscite le premier problème.

Le deuxième problème consiste à savoir comment gérer l'éventuel impact négatif de la mondialisation. Même ses partisans reconnaissent qu'elle peut entraîner des résultats négatifs. Plus particulièrement, même si c'est au niveau mondial, les inégalités de revenus ont été réduites dans plusieurs pays, mais comment combler, dans chaque pays, qu'il soit développé ou en développement, l'immense écart des inégalités de revenus ? Certains proposent la mise en place d'un revenu universel, c'est-à-dire que chaque citoyen bénéficie d'un revenu minimum de base que lui verse son gouvernement. Naturellement, il y a des débats quant à savoir si l'on peut se permettre cette mesure, et certains proposent d'en prendre éventuellement une autre, à savoir le crédit d'impôts. Encourager les gens à travailler, mais leur garantir un revenu minimal. C'est la deuxième question.

La troisième question : quel est l'impact des nouvelles technologies, et de l'intelligence artificielle en particulier ? Ces technologies – ainsi que les a décrites le deuxième intervenant – n'ont pas forcément un impact positif en termes de productivité de la main-d'œuvre ou de productivité globale. Par ailleurs, certains disent que l'intelligence artificielle menacera peut-être l'existence même des êtres humains. Exagération ou non, les répercussions positives ou négatives des nouvelles technologies sont sources de préoccupation.

La dernière question est comment empêcher une nouvelle crise financière à l'avenir. On a dit qu'il s'était écoulé presque 10 ans depuis la dernière crise financière mondiale. On entend souvent : quand le prochain moment Minsky aura-t-il lieu ? Parmi les signes qui suscitent des inquiétudes chez certains, on cite souvent un très haut niveau persistant d'endettement, ainsi qu'une fluctuation des mouvements de capitaux transfrontaliers. C'est vrai, on a observé immédiatement avant et après la crise financière mondiale, une fluctuation très spectaculaire des mouvements de capitaux transfrontaliers. Plus tard, après que la crise a éclaté, la fluctuation a légèrement fléchi, mais dans les pays en développement, elle est encore très élevée, ce qui est une source d'inquiétude pour certains.

Dans la troisième partie de mon exposé, je veux, – parce que je suis chinois – parler de l'économie chinoise, bien que certains intervenants aient déjà abordé le sujet. Depuis un an ou deux, beaucoup au sein de la communauté internationale s'inquiètent d'un possible atterrissage brutal de l'économie chinoise, mais personne n'en parle car, jusqu'ici, elle se porte plutôt bien. L'an dernier, la progression du PIB s'est établie à 6,9 %, taux qu'il a également

atteint au cours des trois premiers trimestres de cette année. Le FMI a revu ses prévisions à la hausse à quatre reprises cette année. À présent, il prévoit une progression du PIB en Chine à 6,8 %, mais il ne faut pas oublier que le gouvernement chinois avait fixé un objectif de seulement 6,5 %, je ne vois donc aucun problème de taux de croissance. Cela veut dire que globalement, l'économie chinoise s'est déjà stabilisée. Je suppose que cette situation sera la même l'an prochain.

Naturellement, le ratio d'endettement est un autre problème très souvent soulevé, même S&P a abaissé la note de la dette souveraine chinoise. En règle générale, le ratio d'endettement en Chine est acceptable, la dette publique et la dette des ménages sont plutôt faibles au regard d'autres pays. Dans le même temps, on s'inquiète au sujet du ratio d'endettement dans le secteur des sociétés non financières. Elles atteignent probablement désormais 160 % du PIB, ce qui est très élevé. C'est vrai, nous devons nous occuper de ce problème. Dans le même temps, je ne crois pas qu'il faille lui donner trop d'importance, car la Chine est différente d'autres pays. Tout d'abord, parce que les entreprises publiques affichent un taux d'endettement très élevé, mais dans certains cas, c'est le gouvernement local qui les utilise comme plateformes pour lever des fonds. Il faut comprendre que les gouvernements locaux en Chine disposent de nombreuses ressources, ils possèdent des actifs, ce qui leur permet de couvrir ces dettes. C'est la première raison.

La deuxième, c'est que certains calculent le montant du financement pour ces entreprises, et trouvent un résultat presque identique à celui des États-Unis et de l'Europe, car en Chine, nous avons davantage recours au financement indirect qu'au financement direct, ce qui explique qu'il est plus difficile pour les entreprises chinoises d'obtenir des financements par le marché des actions plutôt qu'en empruntant simplement des capitaux auprès des banques. Voici un exemple des plus intéressants. Il y a une semaine, le gouvernement chinois a réalisé, pour la première fois depuis de nombreuses années, une émission obligataire libellée en dollars américains, à hauteur de 2 milliards de dollars, auprès d'une banque de Hong Kong. En fait, le rendement est très bas, ne s'établissant qu'à 0,125 au-dessus de celui du Trésor américain. Cela signifie que la dette souveraine chinoise est encore élevée aux yeux du marché. Voici ce que l'on peut dire de la situation en Chine. Bien entendu, nous aurons un autre atelier demain, et je parlerai des problèmes sur le long terme, ainsi que des résultats du 19^e congrès national du Parti communiste chinois d'un point de vue économique. Je m'arrêterai ici.